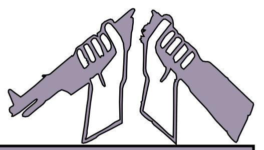
nº 86, septembre 2010

Le fusil brisé

Bulletin d'information de l'Internationale des RésistantEs à la Guerre



L'Afghanistan : question cruciale pour l'Otan



Manifestation à Kaboul, Afghanistan, le 30 décembre 2009 suite au massacre de dix civil/e/s commis par les forces de la coalition dans la province de Kumar. Photo : Cryptome.org.

Sans aucun doute, les intérêts géostratégiques et économiques ont joué et jouent un rôle important dans l'intervention militaire de l'Otan en Afghanistan. Mais c'est beaucoup plus que cela qui est en jeu dans l'Hindou Kouch. D'un point de vue occidental, c'est ni plus ni moins que l'avenir de l'Otan qui se décide là-bas.

Dans les années 1990, l'Otan a été transformé, au moins sur le papier, d'une alliance défensive en une alliance d'interventions internationales. Ce processus a presque abouti pendant la guerre contre la Yougoslavie et lors de l'adoption d'un nouveau « concept stratégique » début 1999, lesquelles ont coïncidé. Depuis lors, l'Otan a prouvé qu'elle n'a pas seulement la volonté, mais aussi la capacité à renforcer ses membres que l'usage de la violence intéresse, bien loin de son alliance territoriale d'origine – et pas seulement à sa périphérie, comme c'était le cas pour les Balkans.

À cet effet, l'Afghanistan en est devenu – délibérément ou non – le théâtre central. Parce que de telles « missions de stabilisation » seront la norme future, comme le souligne le document Otan 2020 : une sécurité assurée ; un engagement dynamique, publié en mai 2010. La proposition pour une actualisation du « concept stratégique » de l'Otan, produit au nom d'Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, explique : « En raison de la complexité et de l'imprévisibilité du climat sécuritaire qui devrait prévaloir au cours des dix prochaines années, on ne saurait écarter la possibilité qu'à l'avenir l'Otan participe à des missions de stabilisation similaires (dont on peut espérer qu'elles seraient moins longues). »

Mais si l'Otan échoue en Afghanistan, elle ne sera alors pas capable de mener pour longtemps de telles aventures, comme l'a pointé Angela Merkel, chancelière allemande : « Je crois pouvoir dire […] que la stabilisation de l'Afghanistan est actuellement l'un des défis majeurs de l'Otan et de ses États membres. C'est de l'ordre du test décisif quant à la gestion réussie d'une situation de crise et quant à la capacité de l'Otan à agir. » Robert Naumann, ambassadeur américain en Afghanistan jusqu'en 2007, était encore plus clair : « L'Otan a pris l'engagement fondamental de gagner en Afghanistan. L'échec ou le succès de cet engagement sera celui de l'organisation. »

La guerre en Afghanistan se trouve en arrière plan de conflits croissants avec l'émergence nouvelle de rivaux (Chine, et à un moindre niveau Russie), plan dans lequel beaucoup voient les grandes lignes d'une nouvelle guerre froide. Une défaite en Afghanistan signifierait un affaiblissement de l'Otan, ce qu'on ne peut pas se permettre dans l'optique de ces nouvelles rivalités, argumente par exemple Kestenl, président de l'Académie fédérale pour la politique de sécurité (Bundesakademie für Sicherheitspolitik), le centre de formation des dirigeants de l'armée allemande : « Que nous l'acceptions ou non, les signaux liés au succès ou à l'échec dans l'Hindou Kouch sont forts et portent beaucoup plus loin que l'Afghanistan. […] Mais il y a plus en jeu. La mission en Afghanistan [...] est devenue un sérieux test de la cohésion interne et aussi du pouvoir de l'alliance de l'Atlantique Nord. […] Cela signifie concrètement : si le Président Obama veut augmenter les efforts des États-Unis pour conduire la mission de l'Otan en Afghanistan à

Édito

Quelques semaines avant le sommet de l'Otan de Lisbonne au Portugal, les 19 et 20 novembre 2010, ce numéro du Fusil Brisé contribue au débat sur l'Otan et sur comment s'opposer à l'Otan comme à la guerre en Afghanistan.

Dans son article de Une, Tobias Pflüger met en lumière le rôle central de l'Afghanistan pour le futur de l'Otan. Alors qu'il est déjà important de s'opposer au conflit afghan pour ce qu'il est, une guerre sanglante, cet article montre combien l'enjeu y est élevé pour l'Otan. Aussi notre résistance à la guerre en Afghanistan, si nous la relions à l'Otan peut aussi contribuer à affaiblir voire, finalement renverser l'Otan.

L'Otan est dans le pétrin. C'est un des messages qui ressort aussi de l'article de Wilbert van der Zeijden sur le nouveau concept stratégique de l'Otan qui sera adopté à Lisbonne. Du fait de quelques désaccords entre certains pays membres, il risque d'être raccourci mais c'est tout ce qui devrait changer. Il est important pour nous de comprendre les failles de l'Otan si nous voulons la combattre efficacement.

Cynthia Cockburn s'est penchée sur l'Otan selon une perspective féministe et monte que l'Otan échoue quant à son objectif annoncé de promouvoir et de protéger le droit des femmes, en Afghanistan comme ailleurs.

Une réflexion critique du mouvement contre la guerre en Afghanistan et contre l'Otan, de l'information sur les actions contre le sommet de l'Otan, sur le réseau antimilitariste européen et sur des activités en Suède qui se dérouleront en 2011 complètent ce Fusil Brisé.

Ce numéro apporte le fond pour un appel que L'IRG lancera contre l'Otan en octobre, pour donner à nos actions contre l'Otan un cadre et de l'intensité. Merci de visiter notre site internet pour les mises à jour.

Bonne lecture, et agissons !

Andreas Speck

Internationale des résistant/e/s à la guerre
5 Caledonian Road
London N1 9DX, Royaume Uni
info@wri-irg.org http://wri-irg.org

Tou/te/s à Lisbonne.

Manifestons contre le sommet de l'Otan au Portugal.

Au cours de la visite du commandement militaire de l'Otan en Afghanistan, octobre 2009. Photo (c) liepkeplancke@hotmail.com avvdphoto@mindef.nl

Du 19 au 21 novembre 2010, le sommet de l'Otan se tiendra à Lisbonne, avec la présence d'Obama, le plus connu des chefs d'état.

L'objectif annoncé du sommet est l'adoption du nouveau Concept stratégique, le septième depuis la création de l'Otan et, du même coup : ratifier les actions de l'Otan au cours des dernières années, particulièrement en Afghanistan et en Somalie ; définir plus précisément les actions de l'Otan pour les années à venir, particulièrement vis à vis de l'Iran ; garantir la cohésion des États membres par une obéissance stricte aux décisions du Pentagone.

Ce nouveau Concept stratégique orchestre, entre autres, la militarisation croissante des États membres de l'Otan ; le renforcement du pouvoir militaire malgré la crise et l'appauvrissement des populations des deux côtés de l'Atlantique ; la banalisation de la guerre comme outil de contrôle des ressources (l'énergie en particulier) et de leur acheminement ; le mépris de l'opinion publique qui défend une solution pacifique aux problèmes internationaux ; un retour à la menace nucléaire ; un élargissement de son espace d'intervention.

Les efforts de guerre mis en oeuvre par les gouvernement des pays de l'Otan n'ont jamais paru aussi inadaptés aux menaces militaires réelles que rencontrent ces pays, mais ils ne sont pas si surprenant au regard des difficultés des populations : chômage, gel des salaires, recul de l'âge de la retraite et réduction de l'accès à la sécurité sociale.

Le gouvernement portugais a menacé tou/te/s celles et ceux remettant en question l'Otan, son action et son existence comme des criminel/le/s et il prépare un réel état de siège avec la suspension des libertés et des portections qui existent dans les sociétés démocratiques.

Une large coalition d'organisation dépassant le cadre des pays de l'Otan a décidé de converger à Lisbonne pendant le sommet pour exprimer leur opposition à ces seigneurs de guerre, et ce malgré les menaces du gourvernement portugais qui ne fait que relayer les ordres venant de Washington et Bruxelles.

Pendant le sommet de l'Otan, aura lieu à Lisbonne :

* un contre-sommet où seront exposés les dangers et les inconvénients des actions de l'Otan et surtout les dangers inhérents à l'existence même de l'Otan ;
* une manifestation ouverte à tou/te/s celles et ceux souhaitant montrer pacifiquement la nécesité de la dissolution de l'Otan et d'un monde sans guerre ni menace miltaire ;
* des actions de désobiénssance civile pour promouvoir la paix et les prises de conscience quant aux politiques de guerre menées par l'Otan, particulièrement en Afghanistan.

Tout/te/s à Lisbonne, pour qu'on en finisse avec l'Otran.
Tout/te/s à Lisbonne, pour montrer notre rejet de la militarisation.
Tout/te/s à Lisbonne, pour obtenir le retrait des troupes d'Afghanistan
Tout/te/s à Lisbonne, pour réclamer un monde de paix où les États renoncent au recours à la guerre.

---

un succès final, il devra alors soutenir cet effort d'une contribution appropriée. Sans cela, nous ne mettrons pas seulement en danger la nouvelle politique étrangère américaine, que nous souhaitons tant, mais nous éroderions aussi la pertinence de l'alliance. Nous ne pouvons pas l'accepter au regard des changements dans l'ordre mondial du pouvoir, et des risques futurs. »

De plus, Tendances globales pour 2025, un rapport de 2008 des services secrets américains, qui a fait sensation, prédit pour la première fois non seulement une significative perte de pouvoir des États-Unis (et de l'Europe), mais aussi des conflits féroces avec la Chine et la Russie. Il s'y trouve une phrase très éclairante, qui révèle le sens profond de la guerre en Afghanistan. Le rapport des services secrets inclut une lettre fictive, datée d'avant 2015, au secrétaire général de l'Otan par le dirigeant de l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO). Cette organisation est en partie considérée comme une alliance militaire anti-Otan de la Russie, de la Chine et de quelques États d'Asie centrale. On y lit : « Il y a quinze ou vingt ans, je n'aurais jamais imaginé que la SCO serait l'égale de l'Otan – et encore moins […] une organisation internationale quelque peu plus importante. Je pense qu'il est bon de dire que cela a débuté quand vous vous êtes retirés d'Afghanistan sans avoir accompli votre mission de pacification des Talibans. »

La mission en Afghanistan est pour cela non pas une « exception déplorable », c'est une expression et un test décisif quant à l'ambition de pouvoir de l'Occident pour renforcer sa domination, si nécessaire par la force – et pour ceci l'Otan est leur instrument de choix. Cette raison de gagner la guerre n'est pas des moindres – ça passe ou ça casse – et se demander ce que ça signifie pour le peuple d'Afghanistan n'a aucun sens.

Tobias Pflüger

Troupes de la FIAS en Afghanistan. Source : Otan.

Un Concept stratégique concis pour l'Otan

Lors du sommet de l'Otan 2009 à Strasbourg et Kehl, les membres de l'Otan se sont mis d'accord pour la mise en place d'un nouveau Concept stratégique pour l'Alliance. Le Concept stratégique sert habituellement de document de référence pour sa politique sur une décennie. En novembre, au sommet de Lisbonne, les pays de l'Otan espère adopter un texte «concis ». Son contenu sera principalement une reprise du Concept stratégique de 1999, mais en plus court. De sources bien informées, il ne devrait pas dépasser les 12 pages. Contrairement aux Concepts précédents, celui-ci est conçu pour promouvoir la vision de l'Otan aux populations des États membres tout en ayant pour objectif d'envoyer un message aux pays non adhérents : que l'Otan est toujours une alliance multifonctionnelle adaptée au 21e siècle, souple, unie, puissante et pertinente, mais aussi un voisin amical et secourant.
Selon les représentants des différents pays auprès de l'Otan, la majeure partie du texte devraient être adoptées par les vingt-huit membres sans trop de difficulté. La réforme de l'Otan, la politique d'ouverture, les partenariats, l'approche globale, la réaffirmation de l'article 5, la guerre électronique ne font guère débat. D'un autre côté, pour que ce document soit la démonstration publique souhaitée de l'unité de l'Alliance, différentes négociations actuellement en cours au quartier général devront aboutir avant Lisbonne, ou être mises à l'écart lors du processus de rédaction. Voici un florilège de points de discordance.

Le financement

Le principal frein à l'élaboration stratégique de l'Otan actuellement est sa faible capacité financière. La crise a déjà conduit beaucoup de pays membres à réduire leurs dépenses militaires, et les effets de ces réductions budgétaires seront aussi ressentis au QG de Bruxelles. À côté de cela, l'occupation prolongée de l'Afghanistan commence à saper l'enthousiasme de certaines capitales envers tout plan qui impliquerait de nouvelles dépenses. En conséquence, l'intention de définir en premier lieu une politique et d'y associer les budgets nécessaires se transforme par réalisme en des budgets serrés qui déterminent de plus en plus les politiques de l'Otan.

Le déséquilibre

Dans ce contexte, différents débats ont émergés sur les priorités pour l'Alliance. Avant tout, plusieurs pays ont indiqué leur volonté que l'Otan redéfinisse un équilibre entre les missions hors-zone et les missions plus traditionnelles de défense collective. Les opinions divergent sur le sujet. Certains argumentent que cela ne diffère guère en terme de planification de la stratégie militaire rappelant que la mission en Afghanistan est une mission hors-zone qui a débuté en tant que mission de défense collective. D'autres signifient que le débat ne porte vraiment pas sur « moins de missions hors-zones » mais sur une meilleure vision de la défense collective pour rassurer nos alliées d'Europe de l'Est et d'Europe Centrale. D'autres encore vont jusqu'à dire qu'un réel rééquilibrage est nécessaire en faveur de la défense collective avec une baisse des objectifs de l'Otan « hors zone ». Pour certains pays, la participation à la mission en Afghanistan a commencé à déteindre sur la politique de programmation et d'équipements militaires. Les munitions utilisées doivent être remplacées de même que le matériel détruit, endommagé ou usagé. Mais encore, certains des pays qui n'ont pas participé à l'occupation de l'Afghanistan plaident pour que l'Otan se concentre plus fortement sur son



Patrouille de troupes polonaises dans la province de Ghazni. Photo Service des relations publiques de la FIAS.

Objection à l'impôt militaire : le fisc menace l'IRG.

Le fisc menace l'Internationale des résistant/e/s à la guerre de saisie car l'organisation pacifiste retient une proportion de l'impôt sur les revenus au titre de l'objection à l'impôt militaire.

L'IRG retient une proportion de 7% de l'impôt sur les revenus correspondant grosso modo à la proportion du budget militaire depuis l'année fiscale 2002/03. Dans sa lettre usuelle d'explication, l'organisation indique :

« Nous [...] contestons que la dette [...] constitue une dette légal car elle est le résultat d' une loi contrevenant les droits de l'homme élémentaires, tels qu'intégrés au droit britannique via la loi cadre relative aux droits de l'homme (Human Rights Act) » . L'organisation se réfère aussi à la tradition de la désobéissance civile telle que pratiquée par Henry David Thoreau, Mohandas K Ganghi, ou Martin Luther King.

Le contentieux actuel concerne des sommes en suspens pour les annés fiscales 2007/08, 2008 /09, et 2009/10. Dans son avis avant saisie à l'IRG, l'administration fiscale ne mentionne aucun des aspects relatifs aux droits de l'homme et ne relève pas les arguments avancés par l'internationale des résistant/e/s à la guerre. La lettre dit juste :

« Nos registres montrent [...] l'absence du paiement de cette taxe dans les délais. Vous devez, par conséquent, payer la totalité de la somme immédiatement. [...]. Tout manquement sera considéré comme un refus de paiement et nous prendrons les mesures de rétorsion nécessaires dont la saisie de vos bien pour mise en vente aux enchères ».

Dans sa réponse du Septembre 2010, l'IRG indique : « Nous insistons cette fois encore pour vous dire que nous apprécierions pouvoir discuter de cette affaire avec l'un/e de vos représentant/e/s, si possible sans passer par les tribunaux et, pourquoi pas, publiquement. Cependant, si cette affaire ne peut trouver une solution sans en passer par la justice, nous serons alors prêt à présenter nos arguments devant la cour ».

L'IRG met en exergue le droit élémentaire de ses employé/e/s d'objecter en conscience à l'impôt militaire. Nous demandons que l'administration fiscale prenne en compte nos arguments juridiques et éthiques.

Non à la Guerre ! Non à l'Otan !

Rencontre militante les 16 & 17 octobre à Lisbonne

La rencontre militante de Non à la Guerre ! Non à l'Otan ! Sera intégrée à la conférence de l'organisation portugaise CULTURA. La conférence de CULTURA se tiendra à l'ISCTE (Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa) à l'université de Lisbonne. Le lieu pour la conférence « Action » sera connu prochainement.
Le programme qui suit combine les deux évènements.

Samedi 16 octobre 2010

10h - 13h : Participation aux activités de CULTURA contre l'Otan.
14h - 21h : Première partie de la rencontre militantes de l'ICC et PAGAN.
14h – 15h30 : Conférence d'ensemble, « l'Otan et l'Union européenne » Willy Meyer. Nos positions, nos objectifs : les actions au cours du contre-sommet, information et discussion.
16h - 20h : Groupes de travail
* Mobilisation pour le Contre-sommet (Tobias Pflüger, Vitor Lima)
* Les actions de désobéissance civile (Andreas Speck, + une personne du Portugal)
* Le travail en direction des média (Ricardo Robles, Arielle Denis, Kristine Karch)
* Le « Carré de la paix » (une personne du Portugal)

Dimanche 17 octobre 2010

10h - 13h : Participation aux activités de CULTURA.
13h - 16h : Rencontre militante.
13h -14h : Réunion d'information de l'ICC : où en sommes-nous de la préparation des actions contre l'Otan ? Introduction: Reiner Braun, Ricardo Robles.
15h -16h : Compte-rendus et décisions. Préparé par Reiner Braun, Arielle Denis, une personne du CND et une personne du Portugal.
16h30-18h30 : Participation à la conférence de clôture de CULTURA :
« Au-delà de l'Otan » avec Francisco Louçã, Tarik Ali, Ignacio Ramonet, Gilbert Achcar.

Pour plus d'information et vous inscrire pour la rencontre, merci de contacter Kongress@IALANA.de

objet principal d'origine : la défense commune des territoires du Traité. Actuellement, la question sur le besoin de renforcer la défense collective comme responsabilité centrale de l'Otan ne fait plus guère débat. La question qui reste ouverte est dans quelle mesure cela entrainerait une diminution des intentions et des capacités de l'Otan à se projeter hors-zone, et comment cela doit être inscrit au Concept stratégique.

Les bons Russes et les mauvais Russes

Un autre sujet brulant est la relation entre la Russie et l'Otan. Cet article est trop court pour refléter la diversité des points de vue et de chacun de leurs aspects dans l'Otan. Mais alors que tous s'empressent de proclamer que l'Otan « ne représente pas une menace militaire pour la Russie et qu'elle ne considère pas non plus la Russie comme une menace militaire » [1], les interprétations de ce postulat diffèrent d'un pays à l'autre. Certains pays suggèrent ouvertement un processus menant éventuellement à l'adhésion de la Russie. A l'opposé sont ceux pour qui la Russie reste la plus grande menace potentielle à la sécurité de l'Otan. L'issue probable de ces visions incompatibles devrait être une position médiane telle celle proposée en mai 2010 par le le rapport du Groupe d'experts, lequel suggère de « se [concentrer] sur les possibilités de collaboration pratique au service des intérêts communs » [2]. Raccourci plutôt que concis.

Le vieux pot de colle

Un autre débat qui risque de ne pas être conclut avant novembre est celui concernant les nouvelles formes de la politique de dissuasion étendue de l'Otan. Tous sont d'accord pour dire : « Tant qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN devra maintenir des forces nucléaires sûres et fiables »[3]. Le débat porte sur ce que sont des forces nucléaires sûres et fiables, sur la politique de collaboration nucléaire et sur la présence persistante d'armes nucléaires substratégiques américaines sur le territoire européen. La plupart des experts, ainsi que les stratèges militaires, s'accordent aujourd'hui sur le caractère obsolète de tout cet arsenal nucléaire voire sur son inutilité militaire. Sur les cinq pays où sont stationnées les deux cents et quelques bombes nucléaires à chute libre de type B61, trois ont signifié leur souhait d'un retrait. Ce n'est pas fait, le partage des risques et de la sécurité nucléaires étant considérés pendant longtemps comme la colle qui tenait le bloc de l'Alliance. À travers cette collaboration nucléaire, les États membres européens montraient leur volonté de partager la responsabilité morale et financière du maintien de la dissuasion hérité de la Guerre froide. À la même époque, la collaboration nucléaire était alors considérée comme l'assurance fournit à l'Europe par les États-Unis de l'indivisibilité de l'Alliance. Et il semblerait que l'Otan n'ait pas encore réussi à trouver un autre système de responsabilités partagées qui rassurerait suffisamment les États membres, un nouveau pot de colle qui soit aussi d'un intérêt militaire pertinent.
Pour modifier la politique nucléaire de l'Otan, une décision consensuelle est nécessaire. La Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Norvège et la Slovénie qui appellent à une révision de la politique nucléaire de l'Otan rencontrent une opposition des pays baltes. En outre, la problématique étant discuté comme un positionnement politique et non militaire, la France est intégré au processus de décision. Et la France est de notoriété publique très difficile à convaincre d'un quelconque changement au sein d'une politique nucléaire existante. Pour la délégation allemande, et dans une moindre mesure la belge et la hollandaise, le statu quo serait difficile à justifier de retour dans leur pays. Des paris circulent sur un compromis possible accommodant chaque partie, un scénario consistant à transférer toutes les B61 en un seul lieu (probablement à Aviano, en Italie). Ainsi, le vieux pot de colle de l'Otan agit toujours tandis que les problèmes internes qui y sont liés pour les pays d'Europe occidentale sont résolus.

La défense antimissile

Il y a quelques mois, le quartier général de l'Otan a lancé sa « capacité de défense active multicouche contre les missiles balistiques de théâtre » [4]. Une dénomination plutôt énigmatique. Pendant un certain temps, le consensus sur ce plan semblait impossible mais cette fois, on veut nous en convaincre, cette capacité de défense est active. Pourtant, aux contacts des délégations nationales de l'Otan, plusieurs répugnent à accepter le système pour argent comptant. Des doutes sur la faisabilité technique du système proposé persistent, et certain pays, la France notamment, hésitent à s'engager dans un programme au financement non bouclé. Et il y aussi la problématique de l'implication des la Russie dans ce plan. Pour ne pas se mettre la Russie à dos, la Russie a été invitée à rejoindre les efforts de création d'un système de défense antimissile commun Otan-Russie. Mais le niveau de participation de la Russie est un sujet de préoccupation pour de nombreux États membres. Ainsi, à l'heure actuelle, l'avenir de la défense antimissile est incertain.

À l'étude

Par le passé, les Concepts stratégiques de l'Otan étaient présentés comme la pierre angulaire de l'Otan déterminant les paramètres des décisions politiques pour les années suivantes. Le nouveau Concept stratégique de l'Otan contraste, présentant une portée plus limitée avec l'objectif de présenter au public une alliance fiable et sympathique. Le désir d'insister sur l'unité de l'Alliance pousse l'Otan à exclure ces sujets qui sont toujours en discussion. Une telle stratégie raccourcirait la durée du texte bien sûr mais aussi la durée de son application. Si sa concision n'est qu'un couvercle, il devra être suffisamment résistant pour retenir les tensions qui bouillonnent au-dessous.

Wilbert van der Zeijden

Notes

[1] OTAN 2020: Une sécurité assurée; un engagement dynamique, Analyse et recommandations du groupe d'experts pour un nouveau concept stratégique de l'OTAN, 17 mai 2010, http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_63654.htm?selectedLoc...
[2] Ibid., http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_63654.htm?selectedLoc...
[3] Ibid., http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_63654.htm?selectedLoc...
[4] http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_49635.htm?selectedLocale=fr



Les femmes contre l'Otan :

En faire une question féministe.



En avril 2009, dans le cadre de la mobilisation contre le sommet de l'Otan à Strasbourg, Non à l'Otan a organisé un contre-sommet sur deux jours au cours duquel environ quarante femmes issues des États membres de l'Alliance ont tenu un atelier « que la lutte contre l'Otan soit aussi une affaire féministe ». [1] Certaines d'entre nous ont continué à travailler ensemble par courriel et nous espérons marquer le sommet de l'Otan qui va se tenir à Lisbonne (Portugal), avec des actions féminines de protestation. Quel est le « dossier féministe » contre l'Otan ? À bien des égards, la problématique est la même que celle portée contre la militarisation et la guerre en général. Une fois cela dit, nous notons le cadre mis en place pour les deux sexes avec des rôles particuliers et néfastes selon le genre et les moyens hostiles déployés contre les femmes. Nous avons pointé que les relations de genre telles que nous les connaissons et les vivons sont des relations de pouvoirs et d'inégalité fondées sur la violence. Elles impliquent la construction sociale de la masculinité comme étant combative. Être vraiment un homme nécessite d'être prêt à utiliser sa force pour défendre son « honneur » alors que la féminité est associée à la passivité et à l'état de victime. Les femmes souhaitant échapper aux stéréotypes féminins n'ont guère d'autres choix que d'imiter le modèle masculin. Cette culture dichotomique des genres est sur le long terme une des causes sous sous-jacentes de la guerre, parce qu'elle prédispose nos sociétés à considérer normal et acceptable de prendre les armes pour régler des conflits politiques. En conséquences, les militantes féministes appellent à la transformation des relations

La guerre est-elle nécessaire pour obtenir justice ?

La guerre est-elle nécessaire pour obtenir justice ?

90 80 70 60 50 40 30 20 10 0

2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009

États-Unis, France, Allemagne, Grande Bretagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Espagne, Slovaquie, Turquie, Bulgarie, Roumanie

Le « German Marshall Fund » des États Unis effectue une étude annuelle sur les grandes « tendances transatlantiques », dont on peut faire une lecture intéressante. Une des questions posées est : « Merci de nous dire dans quelle mesure vous êtes d'accord avec l'affirmation suivante : dans certaines circonstances, la guerre est nécessaire pour obtenir justice. » (Q29.2). Les réponses sont assez révélatrices (cf le graphique).

Est-ce une surprise si plus de 50% en Grande Bretagne et aux États-Unis sont affirmatifs (avec pour les USA en 2009 : 37% de « très d'accord » et and 34% de « plutôt d'accord » et pour la Grande Bretagne en 2009 : 20% de « très d'accord » et 35% « plutôt d'accord ») ? Il est intéressant de noter que dans ces deux pays responsables de la guerre en Irak et en Afghanistan, une proportion élevée de la population considère que la guerre est parfois une nécessité, plus qu'en Turquie, pays dont la culture militaire est très visible. La plupart des pays européens suivent loin derrière : 18% pour la France, 19% pour l'Allemagne, 16% en Itale, 29% au Pays-Bas, 19% pour la Poland, etc.

Cependant, la bonne nouvelle est que pour la plupart des pays, les chiffres ont constamment baissé y compris aux États-Unis et en Grande Bretagne, mais plus encore en France, Allemagne, Italie ou Pologne.

Source: « Transatlantic Trends: Topline data 2009 », http://www.gmfus.org/trends/doc/2009_French_Top.pdf



NEIN zur NATO — NO to NATO — NON à L'OTAN

Non à la nouvelle stratégie de l'Otan !

Agissons pour la Paix mondiale, le désarmement et la fin de l'Otan

Le Contre-sommet
(Lieu à déterminer)

Vendredi 19 novembre 2010

11h - 11h15 : Accueil et bienvenue avec Vitor Lima (PAGAN) et Reiner Braun (ICC)
11h15 - 13h : Conférences :
1. La guerre de l'Otan en Afghanistan (par Malalai Joya, Afghanistan, à confirmer)
2. La nouvelle stratégie de l'Otan et la crise globale (par Vitor Lima, PAGAN, Portugal)
3. Les armes nucléaires dans la nouvelle stratégie de l'Otan (par Joseph Gerson, AFSC, États Unis)
4. L'Otan et l'Amérique latine (par Eduardo Melero, UAM, Espagne)
5. Les systèmes de défense antimissiles en Europe de l'Est et en Russie (Jana Glivicka, No Bases, CR)
14h -16h : Groupe d'ateliers n°1 : Ateliers d'analyse
17h -19h : Groupe d'ateliers n°2 : Alternatives politiques et sociales
21h – 23h : Débat public : « Non à la guerre ! Non à l'Otan »
23h : Fête pour la paix

Samedi 20 novembre 2010

Manifestation internationale contre l'Otan

Dimanche 21 novembre 2010

10h - 10h : Conférence d'introduction : les leçons à tirer, le Portugal et l'Otan
10h30 -15h : Assemblée de paix
Comment poursuivre notre travail pour un monde sans Otan et sans guerre

Des compléments d'information seront disponibles sur http://no-to-nato.org

de genre, élément indispensable au mouvement pour mettre terme à la guerre.

Maintenant, comment appliquer cela dans notre lutte contre l'Otan ? Il est important, bien sûr, de souligner que toutes les femmes de notre liste de discussion « Femmes contre l'Otan » sont sur le même constat de base que tou/te/s les autres opposant/e/s à l'Otan. Rapidement : que l'Otan est un instrument de la guerre froide qui aurait du être dissous à la fin du Pacte de Varsovie ; que c'est avant tout un outil pour les intérêts économiques et militaires des États-Unis et, dans une moindre mesure des États européens post-coloniaux ; que sa stratégie actuelle d'élargissement et son action au caractère de plus en plus « expéditionnaire » en fait une menace croissante pour la paix à l'échelle mondiale. En outre l'existence de l'Otan bafoue la loi internationale et les principes des Nations Unies ; elle rime avec une militarisation accrue de l'Union européenne ; et elle enferme ses membres dans des stratégies d'armement nucléaire et de systèmes de défense antimissiles pour lesquels les États-Unis continuent de faire campagne.

Cependant, au-delà de cette critique générale de l'Otan, nous avons une perception de genre de l'Alliance. L'Otan est une alliance militaire massive d'États-Nations. Nira Yuval-Davis et d'autres théoriciennes féministes montrent combien le concept de « nation » est sexué, combien le nationalisme et le patriarchisme sont entrelacés et combien les nations et les nationalistes utilisent et exploitent les femmes. L'Otan est le produit d'une pensée de la Guerre froide qui a vu le monde se diviser en deux blocs d'États-Nations, chacun étant le champion d'idéologies rivales. Certaines des contributions féministes à l'atelier de Strasbourg parlaient d'une logique patriarcale des blocs, comme une fraternité de nations en armes à la recherche d'ennemis de pacotille une fois la Guerre froide terminée.

Deuxièmement, les femmes ont fait de la question des bases militaires, des installations et des moyens de production de l'Otan dans nos pays, une affaire féministe. Bien que, pour la plupart, ces bases dépendent des forces armées nationales des pays membres, elles font partie intégrante des ressources de l'Otan en Europe. Plusieurs amies ont écrit des documents de travail sur les effets néfastes des installations militaires sur la vie des femmes vivant aux alentours. Elles ont décrit les actions directes nonviolentes des femmes à l'extérieur des barbelés et des barrages de police qui manifestaient contre la pollution, le danger des radiations, le bruit et la dégradation des lieux qu'entraîne l'usage militaire de la terre. Elles se sont aussi opposées à l'exploitation sexuelle et aux violences exercées par les personnels militaires à l'encontre des femmes. En Bosnie et au Kosovo, les forces conduites par l'Otan et les Nations Unies n'ont pas seulement généré une industrie massive du sexe, mais des soldats, ainsi que des sous-traitants de l'Otan et des casques bleus, étaient fortement impliqués dans la traite de ces femmes et filles, les accueillant aux frontières, les faisant pénétrer dans les bases et faisant office de souteneurs. Malgré l'adoption en 2004 d'une politique contre le trafic des humains par l'Otan, aucun des trafiquants de l'Otan n'a fait l'objet de poursuite. [2]



Action de vigilance des Femmes en noirs au cours des manifestations anti-Otan d'avril 2009 à Strasbourg.

Troisièmement, la persistance du « système Otan » après le démantèlement de l'Union soviétique a évité à chacun des pays européens de toucher les bénéfices de la paix, ce qu'aurait procuré une réduction des forces armées et une humanisation des prises de position internationales. Au contraire, ce système a requis de maintenir un degré élevé de militarisation qui masculinise et déforme la vie quotidienne. Il a, qui plus est, mis sous tutelle la militarisation de l'Union européenne, au point qu'une alliance économique pour sa garantie de coopération et d'harmonie devient une machine de guerre de plus. Certain/e/s affirment que la conversion de l'UE à cette image de « dur » est une réplique aux réprimandes des responsables politiques américains qui qualifiaient l'Europe de puissance féminine, molle et civile. Les chefs d'États européens veulent jouer dans la « cour des grands », des grands garçons bien entendu [3] : un engagement à contribuer à une force européenne comme aux appels de l'Otan avec de fortes dépenses militaires pour les pays membres. Les féministes affirment que ses dépenses se font au détriment des services de l'éducation, de la santé et du logement, dont ont tant besoin les femmes, lesquelles ont encore à leur charge une très grande part des tâches liées à la vie et aux soins domestiques.

Enfin, les féministes antimilitaristes s'opposent à l'Otan comme auteur de guerres. Les conséquences des guerres sont, elles aussi, dramatiquement sexuées : le taux de victimes civiles augmente, les femmes et les personnes à leur charge étant touchées de manière disproportionnée. Les femmes forment la majorité des populations déplacées comme des réfugiées, tentant de permettre la survie de leurs familles dans des conditions impossibles. Des milliers sont des veuves privées de moyens d'existence. Les violences sexuelles redoublent, tant pendant la guerre qu'immédiatement après. Et nous sommes témoins de tout ceci dans la guerre menée par l'Otan en Afghanistan.

Aussi improbable que cela puisse paraître, l'Otan s'enorgueillit du travail sur la parité dans ses structures et ses activités. « L'Otan et ses Partenaires, peut-on lire sur leur site, valorisent le rôle des femmes dans les opérations et missions dirigées par l'Otan, et ils améliorent leur connaissance des questions relatives au genre et à la diversité ainsi que leurs compétences en la matière. » L'an dernier, les commandements stratégiques de l'Otan ont publié les directives pour que soit appliquée dans la structure de commandement la résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. Il y a ainsi un bureau de l'Otan dédié aux questions de genre et des conseillers spécialistes en la matière ont été engagés. Un rapport complémentaire doit être publié à temps pour le sommet de Lisbonne.[4]

Étant donnée les conséquences pour les femmes de la campagne de l'Otan en Afghanistan, la sensibilité autoproclamée de l'Alliance aux questions de genre ne peut que renforcer le cynisme féministe quant à sa généralisation. Nous avons ici une alliance de puissants États occidentaux qui exploitent la notion de « libération de la femme du joug Taliban » comme une des justifications perverses de l'invasion du pays. L'insécurité des femmes est multipliée par le chaos et la brutalité d'une décennie de conflit armé. Et c'est alors que les occupants annoncent, comme plan de retrait, de négocier le retour au pouvoir des Talibans. Les femmes afghanes ont assurément des réquisitions féministes contre l'Otan, et il en est de même pour les femmes des États membres de l'Otan.

Cynthia Cockburn
Femmes en noir de Londres (Women in Black, London)

Notes

[1] Un compte rendu en anglais des ateliers est disponible sur internet : http://www.wloe.org/The-workshop.555.0.html, le titre original de l'atelier était : « Otan = sécurité ? Question de genre. »

[2] Sian Jones, L'Otan et la traite des blanches, Le Fusil brisé n° 81, février 2009

[3] Stephanie Anderson in « From “soft” power to “hard” power: the militarization of the European Union as an attempt to shed its “feminine” identity. ». Document présenté à la 49e convention annuelle de l'International sociological association (ISA) à San Francisco, le 26 mars 2008, http://www.allacademic.com /meta/p251752_index.html.

[4] Selon l'article disponible sur http://www.nato.int/cps/fr/SID-9219C274-53077301/natolive/topics_56984.htm tel qu'accessible au 18 août 2010

Contre la guerre en Afghanistan, et/ou contre l'Otan ?

Réflexions sur les questions de stratégies du mouvement antimilitariste

Dans la plupart des pays de l'Otan, l'opinion est soit divisée soit en faveur d'un retrait des troupes d'Afghanistan. L'Otan ne peut compter que sur quelques pays pour soutenir sa guerre (cf. graphique 1). Cependant, il n'y a pas pour autant de mobilisation massive contre la guerre en Afghanistan, pas plus que cela ne se traduit – pour l'instant – par une opposition contre l'Otan, l'organisation qui commet cette guerre. Rencontrons-nous le succès ? Les troupes sont toujours en Afghanistan, aussi devons-nous assurément faire erreur quelque part.

Un cadre stratégique

Pour me pencher sur la question, j'utilise comme grille le Movement Action Plan[1] de Bill Moyer. Cette grille comprend deux parties importantes, la première est un concept en huit étapes par lesquelles passent les mouvements sociaux qui réussissent, la seconde décrit quatre rôles remplis par les militant/e/s au sein de ces mouvements. Un mouvement social – qui atteint son objectif– passe d'une situation de départ (étape n°1), par la démonstration de l'échec des institutions officielles (étape n°2) pour atteindre des conditions de maturation (étape n°3), puis l'essor du mouvement (étape n°4). On peut probablement assez justement dire qu'advient alors la première reconnaissance du mouvement par l'opinion publique ou par les media. C'est suivi, et souvent parallèlement, par une perception d'échec au sein du mouvement (étape n°5) et par la conquête de l'opinion publique (étape n°6), laquelle conduira éventuellement au succès (étape n°7), puis à la poursuite et à l'extension de la lutte (étape n°8). À chaque étape, le mouvement est confronté à différents défis, avec des objectifs intermédiaires stratégiques qu'il doit atteindre pour pouvoir avancer.

L'autre aspect du Movement Action Plan sont les quatre rôles dans le militantisme. Chaque mouvement a besoin d'un certain équilibre au bon moment entre les quatre rôles : le rebelle, le réformateur, le citoyen et l'agent du changement social.

Cependant, il est important de ne pas percevoir le Movement Action Plan comme une espèce de recette pour la réussite d'un mouvement. C'est un modèle utile bien que limité pour la compréhension de notre mouvement, qui peut nous donner des pistes importantes actuellement, mais ce n'est pas une recette miracle.

Pour tout mouvement social, ainsi que pour son analyse, il est extrêmement important d'être clair quant à l'objectif. Comme l'indique Bill Moyer, les mouvements sociaux sont formés de nombreux sous-groupes et de nombreux buts à atteindre, chacun desquels suivent leur propre progression au sein du Movement Action Plan.

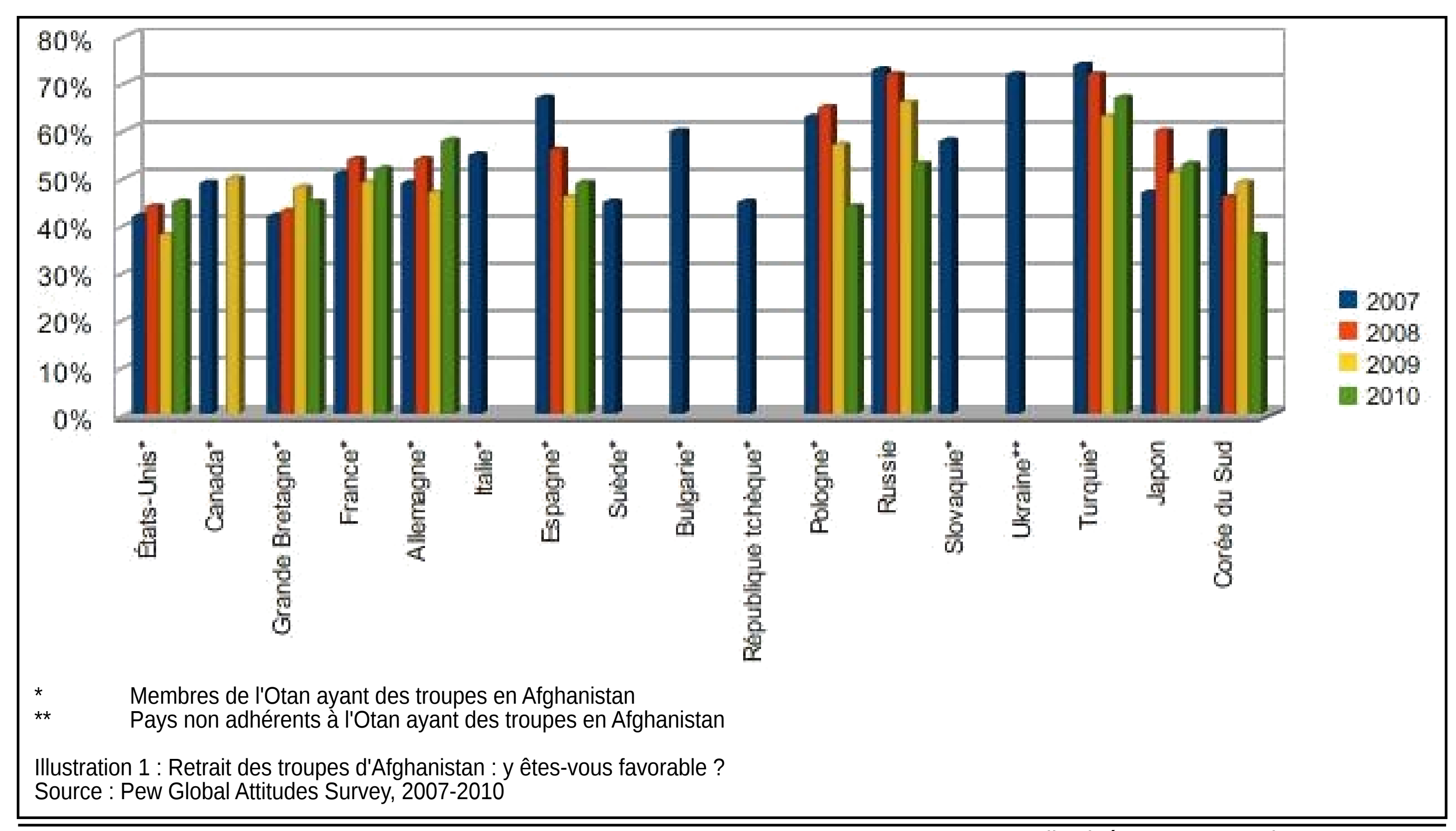
En tant que salarié de l'IRG et antimilitariste, ma perspective est ici celle du mouvement contre l'Otan au sein duquel je vois la guerre en Afghanistan comme un crime majeur que l'Otan commet actuellement[2]. Cependant, penchons-nous sur ces deux aspects séparément.

Où nous en sommes : l'Afghanistan

Comme indiqué en introduction, la guerre en Afghanistan est profondément impopulaire dans la plupart des pays de l'Otan, et même au-delà. Pour la plupart des pays de l'Otan, plus de 45% de la population sont pour un retrait des troupes de l'Afghanistan[3] d'après des sondages publiés par le Pew Global Attitudes Project, une entité partagée par l'ex-secrétaire d'État américaine Madeleine Albright et l'ancien ambassadeur des États Unis près de l'ONU, John Danforth[4]. D'autres sondages par pays montrent une opposition à la guerre plus forte encore, tel celui d'août 2009 du Daily Telegraph/YouGov qui indique, pour le Royaume Uni, 62% d'oppositions à la guerre[5].

Cependant, la mobilisation publique contre la guerre est faible, au moins pour ce qui est des actions importantes et des manifestations. Et par le passé, la guerre en Afghanistan est resté dans l'ombre de la guerre en Irak pour laquelle l'opposition était et est encore bien plus importante.

En se penchant sur le mouvement contre la guerre en Afghanistan, il a définitivement dépassé les étapes 1–3 du Movement Action Plan. Les conditions pour un mouvement sont mûres depuis longtemps : le problème est clairement identifié et l'opinion publique est encore plus opposée à cette guerre qu'on aurait pu s'y attendre. Pour autant, il faut



* Membres de l'Otan ayant des troupes en Afghanistan
** Pays non adhérents à l'Otan ayant des troupes en Afghanistan

Illustration 1 : Retrait des troupes d'Afghanistan : y êtes-vous favorable ?
Source : Pew Global Attitudes Survey, 2007-2010

admettre que le mouvement n'a pas su utiliser ces conditions pour aller plus loin. Plusieurs raisons à cela :

* La guerre en Irak a peut-être usé l'énergie de nombreux militant/e/s conduisant à l'épuisement et à au sentiment d'impuissance. En conséquence, il manque des « rebelles » dans le mouvement d'opposition à la guerre en Afghanistan qui pourraient lancer des campagnes d'actions nonviolentes permettant la dramatisation de la problématique. Et sans cet aspect crucial, le mouvement est englué.
* L'absence de perspective alternative pour l'Afghanistan, laquelle pourrait ajouter de la crédibilité à la demande d'un retrait des troupes d'Afghanistan et contrer la propagande de l'Otan selon laquelle l'Alliance est en Afghanistan pour lutter en faveur du droit des femmes. Une telle perspective ne peut être développée qu'en collaboration étroite avec la société civile afghane et les organisations du mouvement pacifiste, lesquelles existent mais ne sont pas entendues (à quelques exceptions près)[6].
* Un échec pour ce qui est de rendre la problématique prioritaire dans l'opinion publique : le rapport de la CIA, qui a fuit, cite des sondages indiquant que peu de gens voient la guerre an Afghanistan comme une problématique importante -tout en y étant opposée : « seule une fraction (de 0,1 à 1,3 %) des français/es et des allemand/e/s interrogé/e/s ont identifié l'Afghanistan comme la problématique la plus urgente à régler pour leur pays dans une question ouverte [...]. Ces populations rangent la « stabilisation de l'Afghanistan » parmi les plus faibles priorités des chefs d'États européens et américains »[7]. Comme le signale Felix Kolb dans son livre Protest and Opportunities, une opinion publique favorable peut ne pas avoir d'effet si son expression est faible[8]. Cela signifie que nous, en tant que mouvement n'arrivons à montrer à quel point la guerre affecte toutes les segments de la société, ni que nous pouvons faire la différence.

Je perçois des besoins dans deux zones principales :

* Une organisation plus locale pour enraciner le mouvement antiguerre dans tous les secteurs de la société et pour faire émerger une perspective d'alternative. Comme l'indique Bill Moyer : l'objet principal du mouvement dans cette phase est d'éduquer, de convertir et d'impliquer tous les segments de la population.
* Des campagnes d'actions directes nonviolentes, qui menées intelligemment peuvent aider à prioritariser la problématique dans l'opinion, diminuer l'apathie et contrer les stratégies tant de nos gouvernements que de l'Otan.

Cependant, le public a, d'une certaine manière, dépassé le mouvement et l'opposition à la guerre en Afghanistan s'est accru doucement à un niveau qui indiquerait presque une réussite pour nous. Mais comme le mouvement ne s'est pas renforcé dans le même temps, nous ne sommes pas capable d'en profiter, ni de vraiment pousser pour un retrait des troupes d'Afghanistan. Comme on peut le lire dans une note de la CIA qui a fait l'objet de fuites : les gouvernements peuvent s'appuyer sur l'apathie et ainsi, ignorer l'opinion publique. Pour s'assurer que perdure cette apathie, la note propose des moyens de manipuler l'opinion publique, particulièrement en Allemagne et en France[9].

Malgré une opposition publique majoritairement insensible mais aussi pour répondre à l'échec militaire de l'Otan en Afghanistan, l'Alliance et la plupart des gouvernements impliqués changent leur stratégie : un calendrier de retrait des troupes est établi (on verra s'il est réaliste), et la mise en place d'une armée et d'une police afghane s'accélère considérablement. Nous observons une réponse copie-conforme à celle du conflit irakien : des pans de l'Afghanistan sont transférés aux mains des forces de sécurité afghanes, ce qui est présenté au public comme une première étape vers un retrait d'Afghanistan. Cependant, le retrait de l'Irak n'a pas vraiment eu lieu pas plus que nous ne pouvons prendre au sérieux le calendrier pour un retrait des troupes d'Afghanistan.

Pour que le mouvement passe à la phase suivante, il doit saisir les opportunités qui se présentent. L'essor d'un mouvement arrive souvent en réponse à un événement, opportunité dont il faut se saisir. Pour le mouvement allemand, cela aurait pu être le bombardement des camions citernes à Kunduz. Pour d'autres pays d'autres opportunités ont pu exister sans qu'elles non plus ne soient saisies.

Mais les mouvements peuvent aussi créer cette opportunité. Une idée pourrait être l'organisation d'évènements majeurs pour le 8 octobre 2011, au dixième anniversaire de l'intervention en Afghanistan, qui soient un peu différents. Pourquoi pas une chaine humaine plutôt que les manifestations habituelles ? Pour le Royaume-Unis, par exemple, cela pourrait être de la base aérienne de Brize Norton (plus important point de transit aérien militaire avec l'Afghanistan) au ministère de la Défense via High Wycombe (le Commandement opérationnel de la Royal Air Force) et Northwood (le Quartier général d'État major interarmes) soit environ cent kilomètres au total reliant des bases militaires importantes au maillon gouvernemental. Des chaines humaines similaires dans d'autres pays européens (et non européens) pourraient atteindre le total de mille kilomètres de chaines humaines. Un sacré défi, mais un défi qui pourrait créer sa propre dynamique au point d'amorcer l'essor du mouvement contre la guerre en Afghanistan.

Pour qu'un tel événement soit une succès, et plus important pour que le mouvement réussisse, il est important que différents groupes et diverses organisations au sein du mouvement travaillent ensemble et acceptent leurs différences. Même si nous, en tant que résistant/e/s à la guerre, préférons l'action directe nonviolente, celle-ci seule ne permet pas de construire un mouvement menant à la fin de la guerre. Il en est de même pour les autres « rôles » au sein du mouvement : nous avons besoin de « réformateurs/trices » qui discutent avec les gouvernements, nous avons des « rebelles » (nous ?), nous avons besoin d'impliquer les « citoyen/ne/s » et des « agents du changement social ». Ce n'est qu'en travaillant ensemble et en respectant le rôle que chacun peut jouer que nous réussirons.

Où nous en sommes : l'Otan

Le problème posé par l'Otan est entièrement différent. L'opinion publique opposée à l'Otan est encore plutôt faible : 21 % aux États Unis, 17 % en Grande Bretagne, environ 30 % en France, en Allemagne et en Espagne, et seulement 10 % en Pologne[10]. Le faible chiffre de la Pologne est probablement représentatif de nombreux pays de l'Europe de l'Est nouvellement intégrés à l'Otan, lesquels considère plus l'Alliance

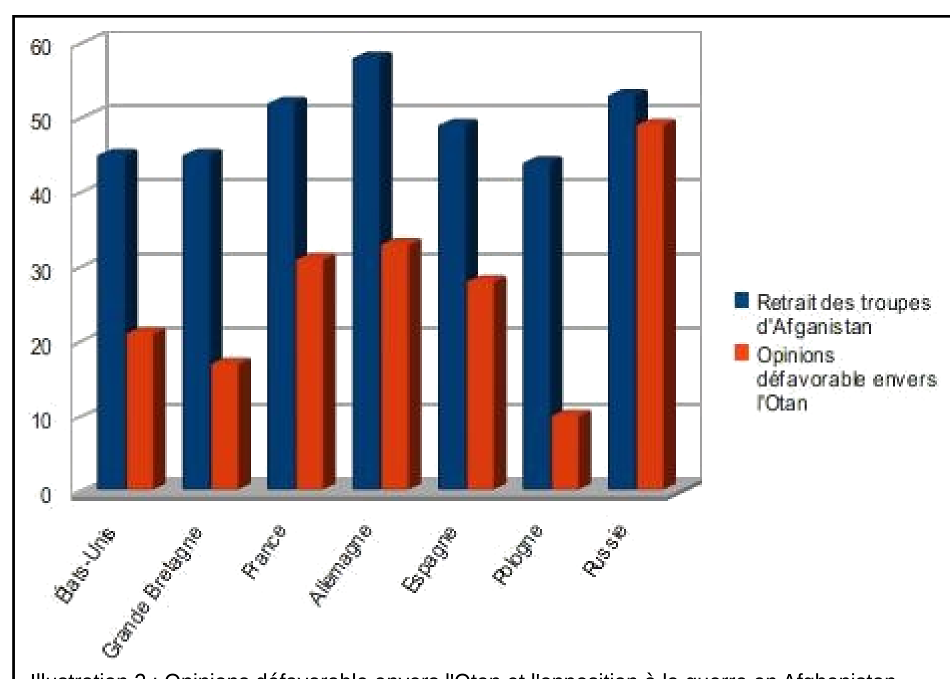


Illustration 2 : Opinions défavorable envers l'Otan et l'opposition à la guerre en Afghanistan
Source: 27-Nation Pew Global Attitudes Survey, 17 juin 2010

comme une garantie « de liberté et de démocratie »[11].

Il est difficile de se pencher sur le mouvement contre l'Otan à l'échelle européenne, les différences entre les pays étant importantes. De ce fait, ce qui suit ne peut être qu'une « ébauche approximative. »

La raison officielle de l'existence de l'Otan est d'assurer la stabilité et la sécurité de ses États membres. Et l'Otan se présente comme une réussite à cet égard, malgré son échec en Afghanistan. En tant que mouvement anti-Otan, nous devons donc avoir pour objectif de montrer clairement que l'Otan échoue en tant qu'institution à assurer la sécurité, que l'Otan fait partie du problème et ne participe aucunement à le résoudre.

Renate Wanie du groupe allemant Werkstatt für gewaltfreie Aktion Baden (Ateliers du Bade pour une action nonviolente) écrivait déjà en 2009 : « l'information sur la politique belliqueuse de l'Otan et le mythe d'une alliance défensive qu'elle véhicule » doit être l'un des cinq objectifs importants du mouvement pacifiste au lendemain des manifestations contre l'Otan de Strasbourg en avril dernier[12].

Pour nous, les résistant/e/s à la guerre porteurs/ses de l'action directe nonviolente, nous avons un travail particulier à effectuer dans la phase actuelle du mouvement contre l'Otan : « créer de menues campagnes et manifestations qui puissent servir de prototype et de préparation pour les phases de plus grande ampleur »[13]. Cependant, il est important que cela se fasse sans être à l'écart du reste du mouvement, mais que cela serve à le renforcer.

Les actions de l'an dernier lors du sommet de l'Otan à Strasbourg auraient pu permettre au mouvement d'avancer, mais cette possibilité fut endommagée par la violence qui a relégué toutes les manifestations au second plan.[14] Prévenir la violence lors des manifestations, qu'elle soit l'œuvre de provocation policière ou d'une partie du mouvement qui croit en la violence, est crucial pour tout mouvement social qui veut réussir, car la violence mène à l'aliénation du mouvement et finit par lui être dommageable.

Néanmoins, nous progressons et les pouvoirs le ressentent. Comme le stipule le rapport OTAN 2020 : Une sécurité assurée; un engagement dynamique. Analyse et recommandations du groupe d'experts pour un nouveau concept stratégique de l'OTAN, publié sous la direction de Madeleine Albright, « Il conviendra [...] de rappeler aux populations des pays de l'OTAN que l'Alliance sert leurs intérêts en assurant la sécurité ».[15] Ceci est la conséquence du scepticisme grandissant quant à l'utilité et à la nécessité de l'Otan, et nous devons construire là-dessus.

Notre participation aux mouvements

En tant que résistant/e/s à la guerre, comme pacifistes et antimilitaristes nous avons un rôle spécifique à jouer dans les mouvements contre la guerre en Afghanistan et contre l'Otan. Bien qu'au sein de l'IRG, nos perspectives et approches politiques soient très variées, nous sommes uni/e/s par une position centrale qui est l'opposition à la guerre et à la militarisation d'une part, et la promotion de la nonviolence d'autre part. Cette posture est cruciale pour tous ces mouvements.



Le sergent Owens de l'armée américaine assure la sécurité d'une patrouille près du district de Khogyani lors des élections afghanes dans la province de Nangahar. Afghanistan, le 18 septembre 2010. photo : ISAFmedia.

Les pacifistes resteront une minorité dans le mouvement antiguerre. Mais notre vision quant à la nécessité de la nonviolence et notre expérience de l'action nonviolente sont extrêmement importantes, comme l'ont particulièrement montré les évènements lors du sommet de l'Otan à Strasbourg, en avril 2009.

Pour les années à venir, nous devrions poursuivre notre travail avec les coalitions nationales et internationales contre la guerre en Afghanistan, contre l'Otan, et pour promouvoir des formes d'organisation plus démocratiques et l'action nonviolente créative. Bill Moyer affirme à ce sujet que : « la démocratie participative est un moyen décisif pour résoudre les problèmes sociétaux imposants du monde actuel et pour établir un monde juste et durable pour tout/te/s ».[16] Cela nécessite des citoyen/ne/s affranchi/e/s, et nos mouvements sont le lieu idéal pour s'affranchir à la condition d'un plus grand nombre de structures horizontales et démocratiques dans nos mouvements, avec moins d'organisation antiguerre hiérarchique et « professionnelle ».

La guerre et la paix sont des choses trop sérieuses pour être confiées aux mains de l'Otan, des gouvernements et des politiciens. À nous de nous en charger !

Andreas Speck

Notes :

[1] Bill Moyer et al, Doing Democracy. The MAP Model for Organizing Social Movements, New Society Publishers, Gabriola Island, 2001. Une brève description du MAP est disponible sur http://wri-irg.org/wiki/index.php/The+Movement+Action+Plan.

[2] Lire l'article de Tobias Pflüger dans ce Fusil Brisé sur l'importance de l'Afghanistan pour l'Otan.

[3] Pew Global, Pew Global Attitudes Surveys 2007-2010, http://pewglobal.org.

[4] Selon http://pewglobal.org/about/, tel que disponible en ligne le 9 septembre 2010.

[5] The Daily Telegraph du 29 août 2009, Two thirds want British troops home from Afghanistan, tel que disponible au 9 septembre 2010 sur http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/6106201/Two-t....

[6] Ross Eventon, Transnational Institute: Afghan Voices and Our Victories, Septembre 2010, non publié.

[7] CIA Red Cell, 11 mars 2010.

[8] Felix Kolb, Protest and Opportunities. The Political Outcomes of Social Movements. Francfort/New York 2007.

[9] CIA Red Cell, Afghanistan: Sustaining West European Support for the NATO-led Mission—Why Counting on Apathy Might Not Be Enough (C//NF), 11 mars 2010, publié par Wikileaks tel que disponible au 9 septembre 2010 : http://file.wikileaks.org/file/cia-afghanistan.pdf.

[10] Pew Global, 27-Nation Pew Global Attitudes Survey, 17 juin 2010, disponible au 9 septembre 2010, http://pewglobal.org/files/pdf/Pew-Global-Attitudes-Spring-2010-Report.pdf.

[11] A noter qu'une autre étude, Transatlantic Trends, menée par le German Marshall Fund des États Unis indique des chiffres très différents pour certains pays et particulièrement certains montrant un scepticisme plus important à l'égard de l'Otan en Europe de l'Est. Disponible au 9 septembre 2010 au http://www.gmfus.org/trends/doc/2009_English_Top.pdf.

[12] Renate Wanie, « Pacefahne oder Hasskappe - wir müssen uns entscheiden! » In: Friedensforum 3/2009, disponible au 15 septembre 2010 sur http://www.friedenskooperative.de/ff/ff09/3-21.htm.

[13] Bill Moyer et al, Doing Democracy. The MAP Model for Organizing Social Movements, New Society Publishers, Gabriola Island, 2001, p. 53.

[14] Andreas Speck : After Strasbourg: On dealing with violence in one's own ranks, 20 avril 2009, http://wri-irg.org/node/7270.

[15] Otan, « OTAN 2020: Une sécurité assurée; un engagement dynamique. Analyse et recommandations du groupe d'experts pour un nouveau concept stratégique de l'OTAN », le 17 Mai 2010, accessible au 9 septembre sur http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_63654.htm.

[16] Bill Moyer et al, Doing Democracy. The MAP Model for Organizing Social Movements, New Society Publishers, Gabriola Island, 2001, p. 19.

C'est ici que commence la guerre !

À propos du nord de la Suède utilisé comme terrain d'entrainement à la guerre



Les vastes étendues non peuplées du nord de la Suède sont de plus en plus utilisées pour des préparatifs de guerre et pour l'entrainement de troupes. Le North European Aerospace Testrange (NEAT) est le plus grand polygone de tirs de missile d'Europe. Il comprend un espace aérien réglementé sur 360 par 100 kilomètres ainsi qu'un espace au sol réservé de 1 650 km² pouvant être étendu à 3 000 km². Il est le fruit de la coopération entre le FMV (la Direction des essais de l'administration du matériel de défense suédoise) et la SSC (lSwedish Space Corporation). NEAT sert d'espace d'entrainement pour les bombardements, le test de drones et des missile air-air de moyenne portée de nouvelle génération, lesquels pourraient être transportés par des drones. Il est aussi utilisé pour tester d'autre types d'armements et pour des exercices militaires. L'été dernier, l'armée de l'air des États Unis d'Amérique s'en est servi pour un exercice de bombardement et l'été précédent, l'Otan y a effectué son entrainement aérien le plus important de 2008.

Les actions d'Ofog contre les manœuvres américaines de bombardement

Pendant deux semaines cette été, début août, vingt chasseurs-bombardiers et 250 soldat/e/s de l'USAFE (unités de l'armée de l'air américaine stationnées en Europe) sont venu/e/s au nord de la Suède pour s'entrainer aux bombardements et pour effectuer avec l'armée de l'air suédoise des manœuvres aériennes communes. Le réseau d'actions antimilitaristes directes Ofog a organisé un camp pour montrer comment le nord de la Suède est devenu une zone de préparation et d'entrainement à la guerre et pour perturber les manœuvres de bombardement.

Dans la ville de Luleå, Ofog a tenu des conférences, fait du théâtre de rue et montré des alternatives aux manœuvres militaires. Des actions directes ont eu lieu à l'aéroport militaire F21 à proximité de Luleå. Là, des militant/e/s d'Ofog ont manifesté à l'entrée tandis que des "petits groupes d'action" ont pénétré dans cet aéroport utilisé par les bombardiers pour atterrir. D'autres groupes de militant/e/s d'Ofog sont aussi entrés sur le terrain de Vidsel, utilisé pour les exercices de bombardement afin d'empêcher l'entrainement par leur présence au sol.

Des photos du camp et des actions sont disponibles sur le flickr d'Ofog : http://www.flickr.com/photos/ofog

Plus d'information (en anglais) sur les actions directes d'Ofog sur http://www.ofog.org/war-starts-here-action-camp-against-us-air-force-bomb-exercise-northern-sweden



Location du NEAT et du polygone de tir de Vidsel au nord de la Suède. Source : http://www.neat.se, intégration de la carte via Marble Desktop Globe.



Action au cours du camp 2010. Photo Ofog.

Invitation pour un camp d'action international en 2011

Derrière la neutralité affichée de la Suède et sa réputation de « porte parole de la paix » se cache une réalité bien différente : participation accrue à la guerre à tous les niveaux et mise sous silence des voix divergentes. La population suédoise a besoin de se réveiller et nous appelons à ce sursaut. Nous ne nous laisserons pas flouer et nous créons un exemple. Ensemble, nous pouvons montrer à la population européenne qu'il ne s'agit pas d'affaires intérieures mais bien d'affaires internationales dont nous devons nous préoccuper tou/te/s ensemble. Nous ne pouvons permettre à nos gouvernements ni aux décideurs/euses de prendre toutes les décisions car ils et elles sont celles et ceux qui partent en guerre et s'y préparent.

Les zones de manœuvres militaires du nord de la Suède servent tout au long de l'année à des tests d'armement, à des exercice de bombardement, à des tests de drones à des entrainements de troupes et autres manœuvres militaires. Les entrainements et les préparatifs pour les guerres en Afghanistan et en Irak, parmi d'autres ont lieu ici, et nous avons donc une possibilité de les arrêter ! C'est pourquoi nous appelons à un camp international d'action contre les zones militaires d'entrainement. Le camp comprendra des débats sur l'Otan et les bases militaires

américaine, de même qu'une action de masse contre NEAT.

Nous espérons très fort vous voir tou/te/s ici l'été prochain. C'est une chance formidable pour un impact direct sur le plus grand polygone d'entrainement à la guerre en Europe et aussi une chances pour les différentes organisations et militant/e/s de se rencontrer pour échanger des expérience et des savoirs, pour coordonner notre résistance et pour renforcer nos projets futurs.

Pour plus d'information, nous contacter : info(at)ofog.org, +46 (0)733 815361, http://www.ofog.org

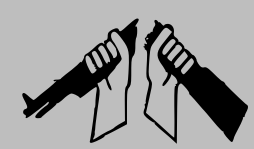
Le site internet pour le camp action de l'été prochain : http://www.warstartshere.com
Le site internet officiel du NEAT (en anglais) : http://www.neat.se
Plus d'information d'information sur le polygone de tir de missiles de Vidsel (site internet officiel en anglais) : http://www.fmv.se/WmTemplates/Page.aspx?id=224



Conseil de l'IRG 2011 à Luleå, Suède

A Noter : la réunion du conseil de l'IRG 2011 se tiendra au camp d'action, à Luleå (nord de la Suède). Actuellement les dates prévues pour le conseil sont du 19 au 21 juillet 2011, suivi d'un séminaire avec Ofog, avec ensuite, l'entrainement et enfin l'action.
Plus d'information sur la réunion du conseil comme sur le séminaire seront disponibles avec le temps mais réservez d'ores et déjà la date dans vos agendas.

Pour plus d'information, merci de contacter le bureau de l'IRG :
Internationale des résistant/e/s à la guerre
War Resisters' International
5 Caledonian Road
London N1 9DX, Royaume Uni



Donner à l'Internationale des RésistantEs à la Guerre

Comment faire un don à l'Internationale des RésistantEs à la Guerre

► par ordre de virement permanent qui nous permet de planifier - prévenez nous. (voir coordonnées bancaires au dos)

► par virement postal ou bancaire en Euros à War Resisters'International, à la Bank of Irland, IBAN IE91 BOFI 9000 9240 413547, SWIFT/BIC BOFIIE2D

► par carte bancaire en remplissant les détails ci-contre, ou via notre site web http://wri-irg.org

► par chèque, en euros, dollars ou livres sterlings à l'ordre de "WRI" à envoyer au 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB.

Paiement par carte de bancaire internationale

Veuillez débiter ma carte de ..../ € / US$ / £ (veuiller rayer les mentions inutiles)

Carte : Visa/Access/Mastercad/American Express (veuillez rayer les mentions inutiles)

No de carte :

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Date d'expiration : ___ / ___

Code de sécurité : ____

Prénom et nom du titulaire de la carte :

____

Adresse de facturation (si différente de celle au dos)

____

____

Un réseau antimilitariste européen

Actions directes nonviolentes contre la militarisation partout en Europe

Le réseau antimilitariste européen n'est pas une entité figée, mais un réseau flexible de groupes antimilitaristes basé sur le principe de l'action directe nonviolente. Il comprend des groupes affiliés à l'Internationale des résistant/e/s à la guerre, mais pas seulement. Son objectif, en tant que réseau, est de maintenir le contact entre les différentes actions et aussi de décider ensemble sur quoi se concentrer lors des mois/année(s) à venir.

Les groupes suivant sont ceux qui forment actuellement le noyau du réseau : L'Internationale des résistant/e/s à la guerre (international), Vredesactie/ Bombspotting (Belgique), alternativa antimilitarista-moc (Espagne), Ofog – för en kärnvapenfri värld (Suède), Deutsche Friedensgesellschaft-Vereinigte KriegsdienstgegnerInnen (Allemagne), Gewaltfreie Aktion Atomwaffen abschaffen (Allemagne), Aseistakieltäytyjäliitto (Finlande), Transnational Institute (Pays-Bas), Trident Ploughshares (Royaume-Uni), Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (Suisse).

Les guerres en Irak et en Afghanistan, les opérations militaires en Mer Méditerranée et sur la Mer Rouge, les interventions militaires de l'Union européenne au Congo et au Soudan n'auraient pas été possibles sans l'utilisation des infrastructures militaire en Europe. Cette infrastructure militaire –bases militaires, quartiers généraux, centres spatiaux, ports et même aéroports civils utilisés par les armées– forment la colonne vertébrale des guerres et interventions militaires.

Le réseau est convaincu que les actions de désobéissance civile et les actions directes nonviolentes ont un rôle important à jouer pour arrêter la guerre car elles sont des grains de sable pouvant enrayer la machine de guerre. Après avoir manifesté contre la guerre, il est important de franchir le cap de la résistance à la guerre !

L'organisation des interventions militaires étant de plus en plus transnationale, nous nous devons de mieux coordonner nos activités de résitance.
Contacts :
international [at] bombspotting [dot] be
info [at] wri-irg [dot] org

Les femmes objectrices de conscience, une anthologie

Les objecteurs de conscience sont en général présumés masculins, comme le sont les soldats. Ce livre casse cette présomption. Des femmes ont objecté pour des motifs de conscience au service militaire et à la militarisation, et pas seulement dans les pays où les femmes sont soumises à la conscription comme Israël ou l'Érythrée. Ce faisant, elle redéfinissent l'antimilitarisme à partir d'une perspective féministe, ne s'opposant pas seulement aux militarismes mais aussi à une certaine forme d'antimilitarisme qui fait de l'objecteur de conscience masculin le « héros » de la lutte antimilitariste.

Women Conscientious Objectors — An Anthology comprend des participations d'objectrices de conscience et de militantes de Colombie, de Corée du Sud, d'Érythrée, des États-Unis, d'Israël, du Paraguay, du Royaume-Uni, de Turquie, ainsi que des documents et des communiqués.

« *Ce que nous voyons ici, ce sont des femmes, à différentes périodes, et d'un pays à l'autre, qui créent le concept, l'analyse et la pratique d'un antimilitarisme féministe qui leur est propre.* »

Cynthia Cockburn, Les Femmes en noir de Londres

WOMEN CONSCIENTIOUS OBJECTORS
AN ANTHOLOGY
PREFACE BY CYNTHIA ENLOE
EDITED BY ELLEN ELSTER & MAJKEN JUL SØRENSEN
PUBLISHED BY WAR RESISTERS' INTERNATIONAL

« *Leur théorisation renouvelée et radicale des militarismes selon une perspective féministe nous rappelle la place centrale des femmes dans les procédés de la militarisation, ainsi que leur pouvoir d'orienter ces procédés à l'opposé pour contribuer à imaginer un autre monde où la violence, la guerre, le patriarcat, le sexisme, l'hétérosexisme et d'autres formes de dominations ne vont pas de soi.* »

Ayse Gul Altinay, Université de Sabanci, Turquie

Éditeur : Internationale des résistant/e/s à la guerre
Dir. Ellen Elster et Majken Jul Sørensen
Préface de Cynthia Enloe
ISBN 978-0-903517-22-5. 152 pages.
Date de publication : avril 2010
Coût : 9,45 € + port
Commandes par Internet : http://wri-irg.org/fr/webshop

Les femmes objectrices de conscience, une anthologie est le titre provisoire de la traduction française du livre.

Le Fusil Brisé

Le Fusil brisé est le bulletin d'information de l'Internationale des résistant/e/s à la guerre. Il est publié en allemand, en anglais, en espagnol et en français.
Ceci est le n°86 de septembre 2010. Ce *Fusil brisé* est l'œuvre de Andreas Speck. Tous nos remerciements à Cynthia Cockburn, Wilbert van der Zeijden, Tobias Pflüger, Ofog, et à bien d'autres.
Pour d'autres copies du *Fusil brisé* n°86, merci de contacter le siège de l'IRG ou veuillez le télécharger à partir de notre site.

Internationale des résistant/e/s à la guerre
5 Caledonian Rd, London, N1 9DX, Grande Bretagne.
Tél :+ 44 20 7278 4040
Fax :+ 44 20 7278 0444
info@wri-irg.org
http://wri-irg.org/pubs/br86-fr.htm